

**AMBASSADE DE FRANCE AU PANAMA  
SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE PANAMA**

014 – 2014

Panama, le 10 avril 2014

Rédacteur : Mehdi EL MRABET

**Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°14 de la semaine du 4 au 10 avril 2014**  
*(Avec la contribution des Services Economiques de la région)*

**REPUBLIQUE DOMINICAINE**

**Inflation mensuelle en hausse en mars.** Le taux d'inflation mensuel a progressé de +0,52% au mois de mars 2014 contre +0,23% le mois précédent. L'inflation annualisée a atteint +2,99% contre +4,97% l'année précédente.

**Télécoms.** L'autorité de régulation des télécommunications (Indotel) a validé la vente de d'Orange dominicana à Altice, qui avait été annoncée à la fin octobre 2013.

**HAÏTI**

**Budget.** Sur les cinq premiers mois de l'exercice 2013-2014 (d'octobre à février), les recettes collectées ont augmenté de +10% et les dépenses publiques de 4%. Ces dernières ont été impactées par la chute des dépenses d'investissement (-13%) alors que les dépenses courantes ont connu une hausse de +15%.

**JAMAÏQUE**

**Prévisions FMI.** Le Fonds maintient ses prévisions d'une croissance de 1,3% pour l'année fiscale 2013/2014. Pour 2014/2015, il prévoit une croissance de +1,7%. L'inflation moyenne devrait poursuivre sa baisse à +9,1% pour 2013/2014 et +8,2% pour 2014/2015. Le déficit du compte courant devrait atteindre -8,6% du PIB en 2013/2014 et -7,4% en 2014/2015.

**PANAMA**

**Croissance et inflation au Panama en 2014.** Selon la dernière prévision du FMI, la croissance au Panama sera de +7,2% en 2014 (contre +8%, lors de sa précédente prévision) et de +6,9% en 2015. Ce sera le seul pays en Amérique latine à dépasser les +6%. Le FMI estime que le ralentissement de l'activité en Chine (important partenaire commercial de Panama -2ème fournisseur du marché domestique et 1<sup>er</sup> de la Zone franche de Colon- aura un impact sur l'économie du pays. Le Fonds table également sur une inflation de +3,8% en 2014. Selon les autorités locales, le PIB de Panama a progressé de + 113% depuis 2004 et + 69% sur la période 2006-2012. Pour mémoire, la croissance a été de 8,4% en 2013.

**Signature de l'accord de libre-échange Panama-Mexique.** Cet accord a été signé par les Présidents du Panama et du Mexique durant le World Economic Forum Amérique latine qui s'est tenu au Panama du 1<sup>er</sup> au 3 avril. Il permettra désormais au Panama d'officialiser sa demande d'intégration à l'Alliance pacifique. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à 1.218 MUSD en 2013 (avec un excédent structurel à l'avantage du Mexique de 1.052 MUSD); les investissements mexicains au Panama sont estimés à 1,5 Md USD (7<sup>ème</sup> rang dans le classement des IDE étrangers).

**Inauguration de la ligne 1 du métro de Panama.** Au terme de 3 années de travaux (un record au plan mondial), la ligne 1 du système métro de Panama (14 km et près de 1,9 Md USD), a été inaugurée le 5 avril dernier en présence du Président de la République et de nombreux ministres du gouvernement. Cette ligne a été entièrement équipée par un groupe d'entreprises françaises composé principalement des entreprises Alstom (Chef de file), Thales, Cim et TSO. Les coûts d'exploitation, la première année (hors coût de financement) de cette ligne, s'élèveront à 50 MUSD dont 25 MUSD en subventions.

**Subventions publiques en 2013.** Selon la Contraloria General de la Republica, ces subventions se sont élevées à 1,352 Md USD en 2013. Elles ont particulièrement concerné la santé/sécurité sociale (374 MUSD), l'énergie (233 MUSD), l'éducation (202 MUSD), le transport public (147 MUSD) et le logement (65 MUSD).

**Recettes fiscales des entreprises publiques en baisse.** Elles se sont élevées en 2012 à 1,154 Md USD contre une prévision dans le budget de l'Etat de 1,288 Md USD, soit une baisse de -10,4%. Les entreprises publiques contributrices les moins performantes en termes de pourcentage d'exécution budgétaire ont été : l'administration de la Zone franche de colon (62%), le groupe des entreprises d'énergie (62,30%) et l'entreprise de Télécoms Cable & Wireless (63,4%). Les plus performantes sont les banques publiques : la « Caja de Ahorros » (206%) et le « Banco Nacional de Panama » (106,3%), l'Autorité du Transport terrestre (100 %), la Loterie nationale (93,6%) et l'Autorité du Canal de Panama, de loin le plus gros contributeur (610 MUSD contre 660 budgétés, soit 92,4% d'exécution).

**VENEZUELA**

**Lancement d'un nouvel instrument d'épargne pour les particuliers : Directo BCV.** Celui-ci aura des taux d'intérêts de 16,5 et 17% pour deux différents placements à 90 et 180 jours. Les mises devront être entre 1 000 et 30 000 bolivars. Cet outil s'ajoute aux différents mécanismes visant à réduire la liquidité monétaire.

**Création du Conseil National d'Agriculture** qui sera chargé de coordonner les organismes gouvernementaux, les entreprises et autres organisations associatives pour la planification et le suivi des politiques agricoles.

**Augmentation de la dépense publique au premier trimestre 2014** : 162 Md VEF contre 107 Md VEF à la même période en 2013.

## EQUATEUR

**Prévisions FMI.** Le Fonds a revu ses prévisions de croissance pour 2014 à la hausse à +4,2% contre +4% auparavant. Il prévoit également une croissance de +3,5% en 2015. Les prévisions d'inflation sont revues à la hausse à +2,8% en 2014 et +2,6% en 2015. Le chômage devrait atteindre 5% et le déficit du compte courant serait de -2,4% du PIB en 2014 et -3,1% en 2015.

## COLOMBIE

**Révision à la hausse des prévisions de croissance du FMI (+4,5% contre +4,2%).** L'inflation devrait quant à elle se stabiliser autour de +1,9% en 2014 et de +2,9% en 2015 tandis que le déficit courant devrait atteindre -3,3% du PIB en 2014 et -3,2% en 2015.

**Les achats de dollars de la Banque centrale ont atteint 600 MUSD en T1 2014.** Malgré la dévaluation du peso (-2,05% depuis le début de l'année), le gouverneur a annoncé que les interventions sur le marché des changes se poursuivront car l'accumulation de réserves, qui atteignent aujourd'hui 44 Md USD, permet de réduire la vulnérabilité externe de l'économie.

**Forte croissance des investissements colombiens à l'extérieur en 2013.** Ils ont atteint 7,6 Md USD représentant une forte progression par rapport à 2012 où ils avaient enregistré un résultat négatif (-606 MUSD) après une année 2011 extrêmement dynamique (8,3 Md USD). Ils sont concentrés à hauteur de 49% sur le secteur financier en raison des importants mouvements d'expansion régionaux des grandes banques colombiennes.

## PÉROU

**Le FMI maintient ses prévisions pour le Pérou.** Dans son rapport « Perspectives de l'économie mondiale » daté du 08 avril 2014, le FMI maintient ses estimations publiées dans l'article IV de Janvier 2014. Il estime la croissance péruvienne pour cette année à +5% (en accord avec les derniers chiffres de la Banque Mondiale) et projette un taux de croissance de +5,8% en 2015. Concernant le chômage, le FMI reprend son estimation à 6 % pour 2014 et 2015. Quant à l'inflation, elle serait de +2,5% pour cette année et se situerait à +2,1% l'an prochain, soit la valeur la plus basse de la région pour 2014 et 2015.

**11,8 Md USD en investissements depuis 2012.** Selon l'agence de promotion de l'investissement privé (PROINVERSION), le gouvernement aurait réussi à capter, depuis 2012, 11,8 Md USD en investissements, soit 700 MUSD en 2012, 5,1 Md USD en 2013 et 6 Md USD cette année (seulement avec la Ligne 2 du Metro). Le gouvernement espère augmenter ces investissements avec les projets de l'aéroport de Chinchero, la ligne de transmission Moyobamba-Iquitos et le gazoduc SurPeruano.

## BOLIVIE

**Croissance plus modérée de l'économie bolivienne.** Selon le rapport " Perspectives de l'économie mondiale " du FMI, le PIB bolivien devrait croître de +5,1% en 2014 et de +5% en 2015. Pour mémoire, la croissance 2013 avait été de +6,8%. Les prévisions d'inflation sont de +6,8% en 2014 et de +5,3% en 2015. De son côté, le taux de chômage devrait se maintenir à 6,3% de la population active, soit 1% de moins qu'en 2013, et baisser à 6,2% en 2015. Enfin, la balance des comptes courants devrait être excédentaire de 3,7% du PIB en 2014 et de 2,45% en 2015.

**Promulgation de la loi sur les investissements.** La loi de promotion des investissements a été promulguée le 4 avril 2014. Marquée par une approche très « dirigiste » de l'économie, cette loi est destinée à réguler l'ensemble des investissements publics et privés, nationaux et étrangers. Le texte adopté veut apporter un certain nombre de dispositions pour redonner en partie confiance aux investisseurs privés : reconnaissance de la propriété privée et des actifs privés étrangers ; garantie de la liberté de transfert à l'étranger des bénéfices issus des investissements effectués ; création de différents mécanismes incitatifs pour l'ensemble d'un secteur ou pour un projet donné, notamment pour les secteurs identifiés comme stratégiques (hydrocarbures, mines, énergie, transports, tourisme, agro-industrie, textile). Il ne comporte pas en revanche de disposition précise sur les prix de transfert et les mécanismes d'arbitrage et de conciliation, qui devront faire l'objet de lois additionnelles dans un délai de trois mois. Sur ce dernier point, comme le prévoit l'article 320 de la Constitution, le texte de loi devrait privilégier le recours à une norme arbitrale nationale, et non à des instances d'arbitrage internationales.

**3 Md USD d'investissement privé et étranger en 2013.** Selon la Ministre de la Planification du Développement, le pays a enregistré 3 Md USD d'investissements privés et étrangers en 2013, dont 1,75 Md USD d'investissement direct étranger (IDE), l'essentiel des IDE étant canalisé vers le secteur des hydrocarbures. Pour 2014, le Budget Général de l'Etat table sur 4,519 Md USD d'investissements. La Bolivie est désormais le dernier pays de la région pour l'accueil des IDE, et l'investissement privé n'y représente que 16% du montant total.

Patrick HERVE  
Chef du service économique régional